

Privatisons l'École ! A moins qu'il ne faille la nationaliser...



La privatisation dont le système scolaire aurait besoin serait en fait la gestion de l'Education nationale sur le modèle du privé, en reposant sur la mise en concurrence.

Avec Erwan Le
Noan

Le Président de la République a prononcé hier [son grand discours](#) sur la politique éducative en France. Au cours d'une longue allocution, parfois un peu laborieuse, il a exposé ce que doit être son ambition pour l'École au cours des cinq années à venir. Le problème, c'est que ce n'est pas avec les vieilles recettes qu'on fait de la nouveauté. **Les pistes sont loin d'être à la hauteur : il aurait plutôt fallu annoncer la privatisation de l'Education nationale... voire sa nationalisation !**

Le discours de François Hollande hier était sans surprise : il se contentait de reprendre les conclusions de la [Consultation](#) sur la Refondation de l'École. Une série de propositions sans grande audace, qui viennent tenter d'amender, à la marge, le système scolaire. La gauche bénéficie d'un capital sympathie très fort dans le milieu éducatif : cela contribuera certainement à apaiser des tensions jusque-là bien vives. Ce qui est dommage, c'est qu'elle ne l'utilise pas pour réformer vraiment... Au contraire, elle fait ce qu'elle reproche à tant d'autres : elle gère ce capital comme une rente, qu'elle défend contre toute performance économique.

Au fond, peu importe les pistes de propositions du gouvernement : elles restent toutes dans un cadre dépassé : celui d'un système centralisé et rigide. **Ce qu'il faut faire, c'est privatiser l'École... A moins qu'il ne faille la nationaliser ?**

La privatisation dont le système scolaire a besoin, c'est la gestion de l'Education nationale sur le modèle du privé, en reposant sur la mise en concurrence. Plutôt que d'une gestion uniforme, il a besoin de décentralisation. Chaque établissement pourrait être libre de sa gestion, mais aussi de ses méthodes, dans le cadre d'une liberté locale totale. Tous seraient évalués sur des critères établis et vérifiés nationalement (par exemple, faire en sorte que x % d'élèves lisent et écrivent à la fin de leur CP). Ceux qui échoueraient plusieurs années de suite seraient fermés : on ne laisse pas des élèves dans une école qui n'est pas capable de leur faire acquérir les compétences nécessaires. C'est ce qui se fait aux Etats-Unis pour les [charters schools](#) par exemple, dont [les résultats positifs](#) sont connus.

Au-delà, les parents devraient bénéficier de la liberté d'inscrire leurs établissements où ils le souhaitent. Soit tous les établissements se valent et alors les parents ne fuiront aucun d'entre eux ; soit ce n'est pas le cas et alors le système scolaire actuel oblige certaines familles à laisser leurs enfants dans des écoles de mauvaise qualité... Rendons-leur la liberté ! Pour cela, les chèques scolaires ([ou vouchers](#)) sont [une solution](#) ! Il s'agit d'attribuer à chaque famille, pour chacun de ses enfants, *undroit* à le scolariser dans l'établissement de son choix (un *chèque scolaire*). L'école sera financée en fonction du nombre d'élèves qu'elle accueille – un "bonus" peut même être prévu pour les élèves des milieux les plus fragiles. Les établissements auront donc intérêt à attirer les familles, c'est à

dire à être performants.

Il s'agit au final d'une nationalisation puisque l'ensemble de l'Education sera financé par le budget publique. Au demeurant, avec cette solution, l'ensemble des familles aura désormais le choix de sa scolarisation, ce qui est aujourd'hui réservé aux familles les plus riches...

Malheureusement, ce n'est pas la voie choisie par le Gouvernement. Il y a fort à parier que rien ne s'améliorera vraiment dans l'Education nationale.